Image not found or type unknown

Dette et déficit public : panique à bord du Club Med one

Description

Parmi la longue liste des impensés du chef de l'Etat depuis 2017, figure la dette publique. Tous les budgets depuis 1975 ont été déficitaires.

Malgré l'avertissement du premier ministre Fillon en 2007, qui disait être à la tête d'un Etat en faillite avec 1200 milliards d'euros de dette, aucun gouvernement n'a jugé bon d'établir à minima un budget en équilibre.

L'exécutif a été pris de panique lorsque le déficit a été annoncé à 5,5% du PIB, au-delà des prévisions gouvernementales de 4,9%.

Rappelons les bases

On parle de déficit lorsque les dépenses sont supérieures aux recettes. La dette correspond au déficit actuel et au cumul des déficits antérieurs.

On parle de déficit budgétaire lorsque les recettes de l'Etat sont inférieures aux dépenses. Le déficit public inclut celui des collectivités territoriales et des organismes de sécurité sociale.

La conjoncture économique a changé avec l'inflation et une croissance atone.

La fin de l'argent gratuit est un problème important pour les pays surendettés, ceux du Club Med notamment. Appellation venue d'Allemagne au sujet des pays de l'Europe du Sud surendettés et aux déficits budgétaires permanents.

La charge annuelle de la dette va dépasser les 50 milliards d'euros pour se rapprocher dangereusement des 90 milliards d'euros, faisant du service de la dette le premier poste du budget de l'Etat loin devant celui de l'Education Nationale.

Est-ce que la situation est tenable ? Difficile avec une dette publique proche de 3200 milliards d'euros, un déficit public au-delà de 5% du PIB et un déficit du commerce extérieur de 100 milliards d'euros. Bienvenue dans les quarantièmes rugissants.

Des solutions existent, à savoir faire appel à des financements extérieurs, faire tourner la planche à billets, réduire drastiquement les dépenses à hauteur des recettes ou vendre le patrimoine du pays.

La seule solution réaliste qui devrait être employée, comme dans les pays qui ont redressé leurs finances, est un budget en équilibre par une réduction massive des dépenses.

D'autant plus logique lorsque le niveau des dépenses publiques dépasse 57% du PIB en 2023.

La France ne peut pas augmenter les impôts, le pays est le numéro 1 mondial des prélèvements obligatoires à 47%.

L'exemple de redressement du Canada en 1995 est intéressant. Les ministères ont réduit leurs dépenses de 20% et le nombre de fonctionnaires a également baissé de 20%. Ainsi, entre 1998 et 2007, le Canada a eu des budgets excédentaires et la dette est repassée sous les 30%.

La Suède aussi peut servir d'exemple

Mais connaissant la France, tant qu'elle ne sera pas en faillite, les mauvaises solutions continueront à être mises en œuvre.

Les agences de notation pourront bien réduire la note du pays, avec un risque de connaître une hausse de taux, le pays ne risque rien. La survie de l'euro en dépend. A moins que les pays de l'Europe du Nord, à la gestion rigoureuse de leurs finances publiques, l'Allemagne et Pays-Bas en tête, ne se décident à créer un deuxième euro fort, laissant la France dans un euro faible pour les pays du « club med ».

Club med one cherche capitaine pour traverser la tempête, le cap actuel est mis sur la Grèce avec le FMI en approche.

Quelles sont les pistes pour réduire les dépenses publiques ?

Le poids des dépenses publiques en points de PIB des pays de la zone euro et de l'Allemagne est environ 10 points inférieurs à celui de la France (49% vs 58%)

La part la plus grande des dépenses publiques est consacrée au modèle social français avec la retraite et la santé. La France consacre 14% du PIB à la retraite, plus de 2 points de plus que l'Allemagne. Au sujet de la santé, son poids est de 12% dans le PIB français.

La protection sociale réduit la croissance potentielle par son coût qui impacte les salaires nets et les marges des entreprises. Les entreprises françaises sont moins compétitives et les salariés français gagnent moins d'argents, limitant la consommation.

Ainsi, les coûts du travail élevés ont créé les conditions de la désindustrialisation du pays, une croissance moindre que chez nos voisins, des recettes fiscales moindres et des dépenses toujours

plus grandes, aggravant les déficits et donc la dette.

Il faudrait, dans un pays dirigé par des politiciens raisonnables et responsables, réduire les dépenses ministérielles et les dépenses sociales. Cela passera nécessairement par un changement de paradigme économique que le pays se refuse à faire depuis cinq décennies.

Voici quelques pistes :

Retraites : s'aligner sur l'âge de départ à la retraite de nos voisins, introduire la capitalisation à la place du régime par répartition, véritable pyramide de Ponzi.

Santé : mettre la sécurité sociale en concurrence avec des caisses privées, promouvoir la prévention, désactiver les 7 millions de cartes vitale frauduleuses et réduire le trop grand nombre de personnel administratif.

Etat : réduire massivement le nombre de fonctionnaires qui sont de l'ordre de 6 millions, débureaucratiser et dérèglementer et améliorer la qualité des services publics

Cette baisse des dépenses devrait être accompagnée d'une baisse des impôts et cotisations pour les entreprises et les ménages afin de soutenir la consommation et la production.

Donald Duck

Categorie

1. Économie

date créée
2 avril 2024